

Groupe de travail sur le développement juridique du système de Madrid concernant l'enregistrement international des marques

**Dixième session
Genève, 2 – 6 juillet 2012**

INFORMATIONS CONCERNANT L'EXAMEN DE L'APPLICATION DE L'ARTICLE 9SEXIES.1)B) DU PROTOCOLE RELATIF À L'ARRANGEMENT DE MADRID CONCERNANT L'ENREGISTREMENT INTERNATIONAL DES MARQUES

Document établi par le Bureau international

INTRODUCTION

1. À sa neuvième session tenue à Genève du 4 au 8 juillet 2011, le Groupe de travail sur le développement juridique du système de Madrid concernant l'enregistrement international des marques (ci-après dénommé "groupe de travail") a examiné le document MM/LD/WG/9/5 intitulé "Informations concernant l'examen de l'application de l'article 9sexies.1)b) du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques". Le groupe de travail est convenu de recommander que l'Assemblée de l'Union de Madrid n'abroge ni ne restreigne la portée de l'alinéa 1)b) de l'article 9sexies du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques (ci-après dénommés respectivement "article 9sexies", "Protocole" et "Arrangement") et a décidé que l'examen de l'application de l'alinéa 1)b) de l'article 9sexies devrait être réinscrit à l'ordre du jour de la prochaine session du groupe de travail.

2. À sa quarante-quatrième session (19^e session ordinaire) tenue à Genève du 26 septembre au 5 octobre 2011, l'Assemblée de l'Union de Madrid a adopté la recommandation formulée par le groupe de travail.

3. Le présent document contient des informations actualisées sur l'application de l'alinéa 1)b) de l'article 9*sexies* du Protocole et notamment sur la non-application des déclarations faites en vertu de l'article 5.2)b), de l'article 5.2)c) et/ou de l'article 8.7) du Protocole dans les relations mutuelles entre les États liés à la fois par l'Arrangement et le Protocole.
4. Plus précisément, la première partie du document présente dans les grandes lignes les chiffres relatifs au nombre de désignations inscrites au cours de l'année 2011, ainsi qu'une analyse chiffrée du nombre de désignations affectées par l'application de l'alinéa 1)b) de l'article 9*sexies*, dans le contexte de l'article 5.2) (notification de refus provisoire) et de l'article 8.7) (taxes individuelles) du Protocole.
5. La deuxième partie du document contient des données relatives à certaines parties contractantes (Offices d'origine et Offices de parties contractantes désignées) concernées par la non-application de l'article 5.2) consécutive à l'application de l'alinéa 1)b) de l'article 9*sexies*. Cette partie du document renvoie également brièvement à l'évolution des données statistiques concernant l'inscription de déclarations d'octroi de la protection envoyées en vertu de la règle 18*ter* du Règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques et au Protocole relatif à cet Arrangement (ci-après dénommé "règlement d'exécution commun"). La troisième partie du document contient le même examen, mais à l'égard de l'article 8.7).
6. La quatrième partie du document présente un examen de la répartition des taxes (standard) perçues en 2009, 2010 et 2011, résultant de l'application de l'article 9*sexies* du Protocole.
7. Enfin, la cinquième partie du document contient une simulation concernant le montant des taxes individuelles qui auraient été payées dans les cas mentionnés dans la quatrième partie si l'article 8.7) du Protocole avait été applicable durant ces années.

I. EXAMEN DE L'APPLICATION DE L'ALINÉA 1)B) DE L'ARTICLE 9SEXIES DU PROTOCOLE

8. Les 55 États ci-après sont liés à la fois par l'Arrangement et le Protocole : Albanie, Allemagne, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique¹, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chine, Chypre, Croatie, Cuba, Égypte, Espagne, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, France, Hongrie, Iran (République islamique d'), Italie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Lesotho, Lettonie, Libéria, Liechtenstein, Luxembourg¹, Maroc, Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Pays-Bas¹, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République de Moldova, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, Roumanie, Saint-Marin, Serbie, Sierra Leone, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Suisse, Swaziland, Tadjikistan, Ukraine et Viet Nam.

¹ Les territoires de la Belgique, du Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas situés en Europe sont considérés comme un seul pays, pour l'application de l'Arrangement à compter du 1^{er} janvier 1971, et pour l'application du Protocole à compter du 1^{er} avril 1998. Conformément aux articles 9*quater* de l'Arrangement et du Protocole, l'Office Benelux de la Propriété intellectuelle (OBPI) est leur Office commun.

DÉLAI DE NOTIFICATION D'UN REFUS PROVISOIRE

9. Sur ces 55 États, 15 ont fait une déclaration en vertu de l'article 5.2)b) du Protocole, parmi lesquels sept ont également fait une déclaration en vertu l'article 5.2)c) du Protocole (voir les paragraphes 20 et 21 ci-dessous).

10. Il est rappelé, brièvement, que selon l'alinéa 2)b) de l'article 5 du Protocole, une partie contractante peut déclarer que, pour les enregistrements internationaux effectués en vertu du Protocole, le délai d'un an pour la notification d'un refus provisoire peut être remplacé par 18 mois. Selon l'alinéa 2)c), ce délai peut même être prolongé au-delà de 18 mois dans le cas d'un refus de protection fondé sur une opposition.

11. L'année la plus récente pour laquelle des données complètes sont disponibles est 2011.

12. En 2011, il y a eu au total 346 099 désignations inscrites (enregistrements internationaux et désignations postérieures). Sur ce nombre, 144 223 étaient des désignations dans lesquelles l'Office d'origine ou l'Office de la partie contractante du titulaire et l'Office de la partie contractante désignée étaient des Offices d'États liés à la fois par l'Arrangement et le Protocole.

13. Sur ces 144 223 désignations, il y a eu 52 780 cas dans lesquels une déclaration faite en vertu de l'article 5.2) du Protocole a été rendue inopérante par l'application de l'alinéa 1)b) de l'article 9sexies du Protocole.

14. Le tableau présenté ci-après regroupe les données concernant les désignations dans les enregistrements internationaux et les désignations postérieures au cours de la période 2008-2011.

Tableau I : Désignations dans lesquelles une déclaration faite en vertu de l'article 5.2) (délai de notification de refus provisoire) du Protocole a été rendue inopérante (2008 - 2011)

Année	Nombre total de désignations inscrites	États liés par un seul traité	États liés par les deux traités	Désignations dans lesquelles une déclaration faite en vertu de l'article 5.2) du Protocole a été rendue inopérante
2008	378 894	198 155	180 739	61 049
2009	303 344	158 433	144 911	49 745
2010	299 476	166 218	133 258	46 349
2011	346 099	201 876	144 223	52 780

TAXES

15. Sur les 55 États susmentionnés au paragraphe 8, 17 ont fait une déclaration en vertu de l'article 8.7) du Protocole (voir le paragraphe 29 ci-dessous).

16. Il est rappelé, brièvement, que selon l'article 8.7) du Protocole, une partie contractante peut déclarer que, à l'égard de chaque enregistrement international dans lequel elle est mentionnée, ainsi qu'à l'égard du renouvellement d'un tel enregistrement international, elle souhaite recevoir une taxe individuelle.

17. En 2011, il y a eu au total 577 262 désignations inscrites au titre d'enregistrements internationaux nouvellement inscrits, de désignations postérieures ou du renouvellement d'enregistrements internationaux existants. Sur ce nombre, 339 295 concernaient des désignations dans lesquelles l'Office d'origine ou l'Office d'origine de la partie contractante du titulaire et l'Office de la partie contractante désignée étaient des Offices d'États liés à la fois par l'Arrangement et le Protocole.

18. Sur ces 339 295 désignations, il y a eu en 2011, 117 052 cas dans lesquels une déclaration faite en vertu de l'article 8.7) du Protocole a été rendue inopérante par l'application de l'alinéa 1)b) de l'article 9sexies du Protocole.

19. Le tableau présenté ci-après regroupe les données concernant les désignations dans les enregistrements internationaux, les désignations postérieures et les renouvellements au cours de la période 2008-2011.

Tableau II : Désignations dans lesquelles une déclaration faite en vertu de l'article 8.7) (taxes individuelles) du Protocole a été rendue inopérante (2008 - 2011)

Année	Nouvelles désignations inscrites et désignations renouvelées	États liés par les deux traités	Déclaration faite en vertu de l'article 8.7) du Protocole rendue inopérante
2008	608 483	352 763	113 312
2009	530 504	309 446	98 880
2010	553 766	305 238	101 634
2011	577 262	339 295	117 052

II. EXAMEN DE LA NON-APPLICATION DES DÉCLARATIONS FAITES EN VERTU DE L'ARTICLE 5.2)B) ET DE L'ARTICLE 5.2)C) DU PROTOCOLE – DÉSIGNATIONS INSCRITES EN 2011, DANS LESQUELLES DE TELLES DÉCLARATIONS ONT ÉTÉ RENDUES INOPÉRANTES

20. Les 15 États ci-après, liés à la fois par l'Arrangement et le Protocole, ont fait une déclaration en vertu de l'article 5.2)b) du Protocole, portant le délai de refus à 18 mois : Arménie, Bélarus, Bulgarie, Chine, Chypre, Iran (République islamique d'), Italie, Kenya, Pologne, République arabe syrienne, Saint-Marin, Slovaquie, Suisse, Tadjikistan et Ukraine.

21. Sur ces 15 États, les sept États ci-après ont également fait une déclaration en vertu de l'article 5.2)c) du Protocole, prolongeant le délai de refus au-delà de 18 mois en cas de refus fondé sur une opposition : Chine, Chypre, Iran (République islamique d'), Italie, Kenya, République arabe syrienne et Ukraine.

22. Il a déjà été noté ci-dessus que, en 2011, en conséquence de l'application de l'alinéa 1)b) de l'article 9sexies, 52 780 désignations ont été soumises au délai standard de 12 mois pour la notification d'un refus provisoire.

23. Les Offices d'origine des États ci-après ont généré près de 75 pour cent des désignations inscrites en 2011, dans lesquelles une déclaration en vertu de l'article 5.2) du Protocole a été rendue inopérante : Allemagne (21%), France (14%), Chine (11%), Italie (10%), Fédération de Russie (9%) et Suisse (9%). En outre, en ce qui concerne les parties contractantes désignées,

les États ci-après ont représenté plus de 70 pour cent des désignations inscrites en 2011, dans lesquelles une déclaration en vertu de l'article 5.2) du Protocole a été rendue inopérante : Chine (19%), Suisse (18%), Ukraine (13%), Bélarus (9%), Italie (7%) et Pologne (5%).

24. Le tableau III ci-dessous présente, à l'égard des parties contractantes concernées, le nombre de désignations inscrites en 2011 dans lesquelles une déclaration faite en vertu de l'article 5.2) du Protocole a été rendue inopérante. Les lignes indiquent le nombre de désignations par Office d'origine. Les colonnes indiquent les parties contractantes désignées. Par exemple, si l'on prend la première ligne, on peut voir que l'Office de l'Allemagne a été l'Office d'origine dans 11 089 de ces désignations au total. Sur ces désignations, l'Office de la Chine a été l'Office d'une partie contractante désignée dans 2490 cas, l'Office de la Suisse dans 3601 cas, et ainsi de suite.

25. Dans ce tableau, les lignes et les colonnes sont disposées dans l'ordre décroissant de valeurs totales. Ainsi, en 2011, l'Office de l'Allemagne a été l'Office d'origine dans le plus grand nombre de ces désignations, c'est-à-dire dans lesquelles une déclaration faite en vertu de l'article 5.2) du Protocole a été rendue inopérante. En outre, la Chine a été la partie contractante la plus souvent désignée en ce qui concerne ces désignations.

Tableau III : Désignations inscrites en 2011, dans lesquelles une déclaration faite en vertu de l'article 5.2) du Protocole a été rendue inopérante

2011 Office d'origine	Office désigné															Total
	CN	CH	UA	BY	IT	PL	AM	IR	TJ	BG	SY	SK	SM	KE	CY	
DE	2 490	3 601	1 204	826	445	466	275	401	231	233	256	238	162	155	106	11 089
FR	2 023	1 850	774	318	578	316	139	245	111	138	214	140	134	110	87	7 177
CN	0	557	686	448	922	515	212	648	176	250	383	204	149	304	158	5 612
IT	1 650	1 107	666	381	0	132	201	276	167	90	228	68	218	74	54	5 312
RU	445	180	932	860	271	279	458	77	458	245	70	176	33	31	133	4 648
CH	1 373	0	686	533	388	199	237	293	158	121	207	138	150	126	74	4 683
BX	867	824	384	272	148	140	162	118	124	84	102	82	90	118	71	3 586
AT	201	526	180	124	163	103	34	49	31	69	35	104	36	19	27	1 701
PL	89	55	253	196	55	0	60	15	34	90	17	108	12	3	25	1 012
HU	16	22	169	158	40	121	156	3	91	114	6	126	5	2	4	1 033
ES	329	145	136	90	62	36	46	100	24	18	68	21	37	29	10	1 151
UA	117	40	0	250	65	114	155	20	101	77	13	60	3	2	27	1 044
CZ	80	70	171	95	62	114	33	21	13	80	21	129	5	3	31	928
BG	53	36	90	58	27	39	52	24	47	0	30	29	15	21	26	547
SI	17	34	35	29	65	24	24	20	23	44	5	23	2	1	12	358
LI	52	65	36	35	13	9	28	23	23	10	40	13	10	11	3	371
BY	15	1	131	0	14	39	26	3	17	7	2	6	0	0	3	264
LV	22	13	66	50	9	19	24	1	23	5	1	6	0	0	5	244
RO	20	11	39	14	14	13	4	8	1	34	2	20	2	1	12	195
RS	7	14	36	27	10	8	7	1	4	61	6	8	3	1	2	195
PT	48	52	18	8	13	9	6	6	3	3	5	6	3	4	4	188
VN	56	26	27	9	8	5	1	1	0	3	2	4	1	1	2	146
KZ	8	4	42	37	3	3	22	2	16	2	1	1	0	1	0	142
AM	24	11	29	27	3	10	0	9	6	8	8	1	0	0	5	141
SK	8	12	35	13	11	34	2	0	0	11	1	0	1	0	4	132
MC	34	34	9	3	22	5	2	2	1	8	4	1	3	2	3	133
HR	15	14	11	1	10	13	2	1	0	31	0	19	1	0	2	120

2011 Office d'origine	Office désigné															Total
	CN	CH	UA	BY	IT	PL	AM	IR	TJ	BG	SY	SK	SM	KE	CY	
MD	9	1	38	23	4	17	5	2	2	4	2	3	0	0	0	110
EG	17	9	11	7	9	5	7	9	6	5	20	5	7	8	4	129
MA	11	33	0	0	29	1	4	1	0	0	1	0	0	2	1	83
IR	12	7	5	5	8	4	8	0	6	4	6	4	1	3	6	79
CY	16	9	9	4	4	4	2	3	3	2	7	1	2	5	0	71
MK	4	3	2	1	5	2	0	0	0	13	0	1	0	0	1	32
BA	2	6	1	0	4	3	1	2	0	9	0	1	0	0	0	29
CU	3	2	3	2	0	0	1	2	1	0	3	0	1	1	0	19
SM	2	3	2	2	2	2	1	0	0	1	0	2	0	0	0	17
AZ	1	2	3	2	1	1	1	1	6	0	0	0	0	2	0	20
MN	7	2	0	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14
KE	5	2	1	0	0	0	0	2	0	0	1	0	0	0	0	11
KG	1	0	1	1	0	0	1	0	2	0	0	0	0	0	0	6
ME	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4
SY	2	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	4
Total	10 153	9 385	6 922	4 909	3 492	2 804	2 399	2 390	1 909	1 874	1 767	1 748	1 086	1 040	902	52 780

26. Par souci d'exhaustivité, le tableau ci-après présente des données relatives aux désignations inscrites en 2011 concernant des États liés à la fois par l'Arrangement et le Protocole, dans lesquelles l'Office de la partie contractante désignée n'a pas fait de déclaration en vertu de l'article 5.2) du Protocole. Au total, 91 443 de ces désignations ont été inscrites en 2011, entre des États liés à la fois par l'Arrangement et le Protocole. La présentation utilisée dans le tableau IV est semblable à celle utilisée dans le tableau III.

Tableau IV : Désignations concernant des États liés à la fois par l'Arrangement et le Protocole, inscrites en 2011, dans lesquelles l'Office de la partie contractante désignée n'a pas fait de déclaration en vertu de l'article 5.2) du Protocole

2011 Office d'origine	Office désigné											Total
	RU	KZ	HR	DE	RS	FR	VN	ES	MA	EG	Autres	
DE	2 213	546	867	2	789	484	579	365	376	466	7 708	14 395
CN	1 158	379	284	862	243	892	667	719	350	590	6 855	12 999
FR	1 404	316	477	588	383	0	576	615	911	471	4 993	10 907
CH	1 192	408	489	646	479	515	386	281	365	429	5 408	10 832
IT	1 390	365	520	221	442	207	315	197	376	414	3 659	8 434
RU	0	1 007	169	373	172	288	155	247	49	90	3 876	6 426
BX	783	221	280	311	257	296	231	179	266	215	2 908	6 115
AT	264	53	241	330	170	103	50	85	43	45	1 559	3 038
UA	259	214	42	101	39	59	20	59	11	20	1 217	2 069
PL	260	100	65	74	63	42	44	47	30	33	1 157	1 915
Autres	1 518	713	775	536	896	495	317	309	318	265	7 918	14 313
Total	10 441	4 322	4 209	4 044	3 933	3 381	3 340	3 103	3 095	3 038	48 537	91 443

DÉCLARATIONS D'OCTROI DE LA PROTECTION – RÈGLE 18TER.1)

27. Il est rappelé, brièvement, que selon la règle 18ter.1) du règlement d'exécution commun, un Office est désormais tenu d'envoyer au Bureau international, avant l'expiration du délai de refus, une déclaration d'octroi de la protection selon laquelle toutes les procédures sont achevées et il n'y a pas de motif pour l'Office de refuser la protection.

28. Depuis que la règle 18ter.1) est devenue obligatoire², le Bureau international a vu une augmentation significative du nombre de déclarations d'octroi de la protection envoyées par les Offices. En 2011, le nombre de déclarations d'octroi de la protection inscrites par le Bureau international a augmenté de 105 pour cent par rapport à 2010. Selon les prévisions, le nombre de désignations au regard desquelles la protection sera revendiquée en vertu du principe de l'acceptation tacite va diminuer significativement dans les années à venir.

Tableau V : Déclarations d'octroi de la protection inscrites au cours de la période 2008-2011

Année	Total
2008	66 935
2009	82 592
2010	84 312
2011	173 207

III. EXAMEN DE LA NON-APPLICATION DES DÉCLARATIONS FAITES EN VERTU DE L'ARTICLE 8.7) DU PROTOCOLE – NOUVELLES DÉSIGNATIONS ET DÉSIGNATIONS RENOUVELÉES, INSCRITES EN 2011, DANS LESQUELLES DES DÉCLARATIONS FAITES EN VERTU DE L'ARTICLE 8.7) DU PROTOCOLE ONT ÉTÉ RENDUES INOPÉRANTES

29. Les 17 États ci-après, liés à la fois par l'Arrangement et le Protocole, ont fait une déclaration en vertu de l'article 8.7) du Protocole, exigeant le paiement de taxes individuelles : Arménie, Bélarus, Belgique, Bulgarie, Chine, Cuba, Italie, Kirghizistan, Luxembourg, Pays-Bas, République arabe syrienne, République de Moldova, Saint-Marin, Suisse, Tadjikistan, Ukraine et Viet Nam.

30. Il a déjà été noté ci-dessus que, en 2011, en conséquence de l'application de l'alinéa 1)b) de l'article 9sexies, 117 052 nouvelles désignations et désignations renouvelées ont donné lieu au paiement de taxes standard au lieu de taxes individuelles.

31. Les Offices d'origine des États ci-après ont généré près de 80 pour cent des désignations, inscrites ou renouvelées en 2011, dans lesquelles une déclaration en vertu de l'article 8.7) du Protocole a été rendue inopérante : Allemagne (23%), France (20%), Italie (11%), Suisse (11%), Benelux (8%) et Chine (6%). En outre, en ce qui concerne les parties contractantes désignées, les États ci-après ont représenté plus de 70 pour cent des désignations inscrites en 2011, dans lesquelles une déclaration en vertu de l'article 8.7) du Protocole a été rendue inopérante : Suisse (17%), Chine (13%), Italie (11%), Benelux (11%), Ukraine (10%) et Bélarus (7%).

² À compter du 1^{er} janvier 2011, voir la règle 40.5) du règlement d'exécution commun.

32. Le tableau VI ci-dessous présente, à l'égard des parties contractantes concernées, le nombre de désignations inscrites en 2011 dans lesquelles une déclaration faite en vertu de l'article 8.7) du Protocole a été rendue inopérante. Les lignes indiquent le nombre de désignations par Office d'origine. Les colonnes indiquent les parties contractantes désignées. Par exemple, si l'on prend la première ligne, on peut voir que l'Office de l'Allemagne a été l'Office d'origine dans 26 754 de ces désignations au total. Par ailleurs, l'Office de la Suisse a été l'Office d'une partie contractante désignée dans 6954 de ces désignations, l'Office de la Chine dans 3851 désignations, et ainsi de suite.

33. Dans ce tableau, les lignes et les colonnes sont disposées dans l'ordre décroissant des valeurs totales. Ainsi, en 2011, l'Office de l'Allemagne a été l'Office d'origine dans le plus grand nombre de ces désignations inscrites en 2011 – c'est-à-dire dans lesquelles une déclaration faite en vertu de l'article 8.7) du Protocole a été rendue inopérante. En outre, la Suisse a été la partie contractante la plus souvent désignée en ce qui concerne ces désignations.

Tableau VI : Désignations, inscrites ou renouvelées en 2011, dans lesquelles une déclaration faite en vertu de l'article 8.7) du Protocole a été rendue inopérante

2011	Office désigné															Total
Office d'origine	CH	CN	IT	BX	UA	BY	VN	BG	MD	AM	KG	SM	TJ	CU	SY	
DE	6 954	3 851	2 839	3 103	2 247	1 631	1 038	1 158	831	604	583	656	515	445	299	26 754
FR	4 870	3 027	3 687	4 154	1 509	780	1 216	896	501	415	378	816	351	403	245	23 248
IT	2 691	2 503		1 567	1 258	771	734	661	538	405	352	606	353	418	264	13 121
CH		2 061	2 087	1 851	1 276	984	841	635	583	569	505	576	454	394	245	13 061
BX	2 058	1 336	1 321		808	540	474	458	383	356	310	351	303	186	118	9 002
CN	641		1 040	555	744	497	762	310	240	236	375	187	214	335	386	6 522
RU	196	483	289	197	1 009	938	170	266	490	512	490	35	515	53	70	5 713
AT	1 126	331	675	469	315	224	86	209	153	67	69	99	62	35	39	3 959
ES	582	536	479	424	253	169	187	118	109	95	75	170	65	205	76	3 543
HU	44	32	57	23	354	332	123	201	324	325	253	8	254	4	7	2 341
PL	79	113	92	88	346	274	50	152	121	74	64	15	57	11	17	1 553
UA	42	117	68	44		255	20	81	230	156	131	3	104	6	13	1 270
CZ	119	95	131	118	261	141	46	148	77	56	29	7	15	5	21	1 269
BG	52	78	45	47	124	91	39		81	75	52	18	69	20	30	821
LI	132	75	76	66	57	50	25	31	38	37	35	28	30	15	40	735
SI	45	19	86	19	49	39	15	64	32	32	29	2	31	2	5	469
PT	93	62	63	72	26	12	10	11	8	8	6	18	4	16	5	414
LV	15	27	14	15	80	64	1	11	39	32	28	1	32		1	360
MC	68	65	67	54	13	5	14	12	2	3	2	9	2	4	4	324
BY	3	17	16	7	136		4	9	45	29	30		20		2	318
SK	32	11	30	36	80	37	11	36	12	2	6	2			1	296
RO	19	22	24	16	44	15	5	36	45	5	2	8	1	2	2	246
KZ	5	9	4	1	43	39		2	25	24	40		18		1	211
RS	14	7	10	10	36	27		61	14	7	2	3	4	2	6	203
VN	29	60	13	8	33	14		6	3	3	4	3	2	12	4	194
EG	13	22	14	12	13	9	10	7	9	9	8	8	8	8	20	170
AM	11	24	3	3	29	27	12	8	10		19		6		8	160
MA	45	13	47	47			1	1		4		1			1	160
HR	19	18	18	9	21	10	3	40	6	4	3	3	2	3		159
MD	1	9	4	4	41	25	2	6		5	11		2	1	2	113
IR	7	12	8	7	5	5	2	4	2	8	6	1	6	2	6	81
CY	9	16	4	3	9	4	6	2	9	2	2	2	3	2	7	80

2011	Office désigné															Total
Office d'origine	CH	CN	IT	BX	UA	BY	VN	BG	MD	AM	KG	SM	TJ	CU	SY	
BA	7	2	5	1	1			10	3	1						30
MK	3	4	5		2	1		14								29
SM	6	3	3	4	4	2	1	1	1	1				2		28
CU	2	4	2	1	3	2	3	1	1	1	1	1	1		4	27
AZ	2	1	1	1	3	2			2	1	6		6			25
MN	2	7	5													14
KE	2	5			1						1				1	10
KG		1			1	1				1			2			6
KP	1	3	1	1												6
ME	2	2														4
SY		2			1											3
Total	20 041	15 085	13 333	13 037	11 235	8 017	5 911	5 666	4 967	4 164	3 907	3 637	3 511	2 591	1 950	117 052

34. Par souci d'exhaustivité, le tableau ci-après présente des données relatives aux désignations inscrites en 2011 concernant des États liés à la fois par l'Arrangement et le Protocole, dans lesquelles l'Office de la partie contractante désignée n'a pas fait de déclaration en vertu de l'article 8.7) du Protocole. Au total, 222 243 de ces désignations ont été inscrites en 2011, entre des États liés à la fois par l'Arrangement et le Protocole. La présentation utilisée dans le tableau VII est semblable à celle utilisée dans le tableau VI.

Tableau VII : Désignations concernant des États liés à la fois par l'Arrangement et le Protocole, inscrites ou renouvelées en 2011, dans lesquelles l'Office de la partie contractante désignée n'a pas fait de déclaration en vertu de l'article 8.7) du Protocole

2011	Office désigné											Total
Office d'origine	RU	DE	AT	FR	ES	RS	PT	HR	HU	PL	Autres	
DE	3 939	3	3 767	2 957	2 233	2 030	1 764	2 038	1 931	2 118	22 780	43 596
FR	2 723	3 310	2 344		3 189	1 697	2 498	1 200	1 562	1 333	19 856	37 940
CH	2 094	2 377	2 104	2 253	1 465	1 329	1 079	1 083	1 022	860	15 666	31 310
IT	2 437	1 527	1 454	1 754	1 343	1 477	1 163	1 306	1 064	781	14 306	28 732
BX	1 457	1 638	1 058	1 824	1 115	840	888	728	756	729	11 033	20 513
CN	1 278	986	388	1 016	804	303	482	324	359	585	6 525	14 885
AT	469	884		503	327	487	245	576	540	336	4 367	8 674
ES	510	424	297	501		313	489	222	228	169	3 153	6 573
RU		412	199	314	264	192	147	183	188	311	2 210	6 460
CZ	296	193	156	137	109	156	81	161	206	241	1 736	3 026
Autres	1 997	912	634	827	615	1 138	383	938	669	790	8 903	20 534
Total	17 200	12 666	12 401	12 086	11 464	9 962	9 219	8 759	8 525	8 253	110 535	222 243

IV. RÉPARTITION DES TAXES, PERÇUES EN 2009, 2010 ET 2011, RÉSULTANT DE L'APPLICATION DE L'ALINÉA 1)B) DE L'ARTICLE 9SEXIES DU PROTOCOLE

35. L'alinéa 1)b) de l'article 9sexies du Protocole, en rendant inopérantes les déclarations faites en vertu de l'article 8.7) dans les relations mutuelles entre les États liés par l'Arrangement et le Protocole, aboutit à l'application du régime de taxes standard des articles 7.1) et 8.2) du Protocole.

36. Le régime standard des articles 7.1) et 8.2) du Protocole est composé d'un émolument de base, d'un émolument supplémentaire pour toute classe de la classification internationale en sus de la troisième, et d'un complément d'émolument.

37. Conformément aux alinéas 5) et 6) de l'article 8 du Protocole, les compléments d'émoluments et les émoluments supplémentaires perçus sont répartis entre les parties contractantes intéressées proportionnellement au nombre de désignations reçues et compte tenu d'un coefficient défini à la règle 37 du règlement d'exécution commun.

38. En conséquence, en 2009, 2010 et 2011, les États liés par l'Arrangement et le Protocole, qui ont fait une déclaration en vertu de l'article 8.7) du Protocole, au lieu de recevoir les montants hypothétiques correspondant aux taxes individuelles contenues dans la simulation au tableau XI ci-après, ont perçu respectivement 11,20, 11,77 et 12,10 millions de francs suisses correspondant à leur part dans les émoluments supplémentaires et les compléments d'émoluments perçus eu égard aux désignations dans lesquelles l'Office d'origine était l'Office d'un État également lié par les deux traités. Ces montants figurent plus précisément dans les tableaux VIII, IX et X ci-après.

Tableau VIII : Répartition des taxes standard, perçues en 2009, pour lesquelles une déclaration en vertu de l'article 8.7) du Protocole a été rendue inopérante

2009	Compléments d'émoluments	Émoluments supplémentaires	Total en francs suisses
Arménie	430 105,17	33 908,00	464 013,17
Bélarus	818 848,63	65 355,85	884 204,48
Benelux	1 247 719,23	105 051,97	1 352 771,20
Bulgarie	655 929,03	53 753,55	709 682,58
Chine	1 286 811,19	101 074,87	1 387 886,06
Cuba	252 239,80	19 935,00	272 174,80
Italie	831 460,32	70 026,90	901 487,22
Kirghizistan	417 079,45	32 857,92	449 937,37
République de Moldova	535 649,08	42 478,66	578 127,74
Saint-Marin	369 042,62	30 448,98	399 491,60
Suisse	1 719 981,79	144 625,59	1 864 607,38
Ukraine	1 184 006,49	95 209,23	1 279 215,72
Viet Nam	610 920,66	47 729,57	658 650,23
Total	10 359 793,46	842 456,09	11 202 249,55

Tableau IX : Répartition des taxes standard, perçues en 2010, pour lesquelles une déclaration en vertu de l'article 8.7) du Protocole a été rendue inopérante

2010	Compléments d'émoluments	Émoluments supplémentaires	Total en francs suisses
Arménie	433 760,58	32 872,35	466 632,93
Bélarus	841 689,83	64 973,36	906 663,19
Benelux	1 240 675,27	102 102,35	1 342 777,62
Bulgarie	646 354,70	51 365,42	697 720,12
Chine	1 485 187,08	110 558,50	1 595 745,58
Cuba	284 830,40	22 083,13	306 913,53
Italie	838 432,34	68 791,96	907 224,30
Kirghizistan	411 358,19	31 139,22	442 497,41
République arabe syrienne	284 601,80	19 007,30	303 609,10
République de Moldova	544 858,15	41 090,43	585 948,58
Saint-Marin	335 692,97	27 161,11	362 854,08
Suisse	1 733 585,02	141 169,21	1 874 754,23
Ukraine	1 201 042,47	92 189,22	1 293 231,69
Viet Nam	636 982,27	48 032,48	685 014,75
Total	10 919 051,07	852 536,04	11 771 587,11

Tableau X : Répartition des taxes standard, perçues en 2011, pour lesquelles une déclaration en vertu de l'article 8.7) du Protocole a été rendue inopérante

2011	Compléments d'émoluments	Émoluments supplémentaires	Total en francs suisses
Arménie	451 154,99	36 479,91	487 634,91
Bélarus	871 172,50	70 046,26	941 218,76
Benelux	1 137 025,65	99 598,91	1 236 624,56
Bulgarie	619 590,70	52 263,43	671 854,13
Chine	1 605 610,86	127 835,42	1 733 446,29
Cuba	279 334,77	23 147,82	302 482,59
Italie	767 098,87	66 966,91	834 065,78
Kirghizistan	421 596,95	34 510,74	456 107,69
République arabe syrienne	217 172,63	14 497,53	231 670,16
République de Moldova	536 895,88	43 593,05	580 488,92
Saint-Marin	319 497,61	27 533,24	347 030,85
Suisse	1 695 977,24	146 753,54	1 842 730,78
Tadjikistan	383 464,82	31 155,11	414 619,93
Ukraine	1 217 294,91	100 478,00	1 317 772,91
Viet Nam	651 969,17	51 741,00	703 710,16
Total	11 174 857,56	926 600,86	12 101 458,43

V. SIMULATION DE L'ABROGATION DE L'ALINÉA 1)B) DE L'ARTICLE 9SEXIES DU PROTOCOLE – MONTANTS HYPOTHÉTIQUES DES TAXES INDIVIDUELLES PAYABLES POUR 2009, 2010 ET 2011

39. Compte tenu du nombre de nouvelles désignations et de désignations renouvelées inscrites en 2009, 2010 et 2011, dans lesquelles une déclaration en vertu de l'article 8.7) du Protocole a été rendue inopérante, le Bureau international a pu simuler l'incidence que ladite déclaration aurait eue sur la répartition des taxes des États concernés si elle avait produit des effets.

40. Cette simulation repose sur l'hypothèse selon laquelle le nombre de désignations et le nombre de classes dans chaque désignation sont identiques.

41. En 2009, 2010 et 2011, en l'absence de l'alinéa 1)b) de l'article 9sexies du Protocole, les États liés par l'Arrangement et le Protocole qui ont fait une déclaration en vertu de l'article 8.7) du Protocole auraient reçu respectivement 47,33, 49,24 et 50,60 millions de francs suisses au titre des taxes individuelles.

Tableau XI : Simulation de la répartition des taxes individuelles, sur la base des nouvelles désignations et des désignations renouvelées inscrites en 2009, 2010 et 2011, en supposant que les déclarations en vertu de l'article 8.7) du Protocole produisent des effets

	2009	2010	2011
Arménie	971,056	996 564	1 070 117
Bélarus	4 729 350	4 943 950	5 243 950
Benelux	5 929 374	6 139 981	5 047 666
Bulgarie	2 357 795	2 175 157	1 843 944
Chine	8 590 558	10 692 894	11 593 862
Cuba ³	798 004	921 368	826 919
Italie	2 546 949	2 624 850	2 147 674
Kirghizistan	2 027 040	1 919 760	2 049 140
République arabe syrienne ⁴	n.d.	316 933	1 613 848
République de Moldova	2 031 786	2 422 615	2 273 332
Saint-Marin	1 105 975	990 003	999 356
Suisse	7 470 300	7 562 900	7 676 200
Tadjikistan ⁵	n.d.	n.d.	505 950
Ukraine	5 984 517	6 044 662	6 295 266
Viet Nam	2 788 904	1 490 596	1 417 673
Total	47 331 608	49 242 233	50 604 897

³ Seule la première partie d'une taxe payable en deux parties a été prise en considération (Cuba a également fait une déclaration concernant des taxes payables en deux parties en vertu de la règle 34.3)a) du règlement d'exécution commun).

⁴ La simulation tient compte du fait que la déclaration concernant les taxes individuelles faite par la République arabe syrienne est entrée en vigueur le 14 octobre 2010.

⁵ La simulation tient compte du fait que le Protocole de Madrid est entré en vigueur, à l'égard du Tadjikistan, le 30 juin 2011.

42 *Le Groupe de travail est invité
à :*

*i) examiner les informations
figurant dans le présent document; et*

*ii) indiquer toute mesure
supplémentaire à prendre au titre de
l'examen de l'application de
l'alinéa 1)b) de l'article 9sexies
du Protocole.*

[Fin du document]